

lignes de conduite préconisées par son parti n'ayant pas encore été éprouvées au Canada, on ne saurait dire si elles sont justes ou fausses. A en juger d'après sa déclaration, son parti favorise, je crois, l'adoption de politiques économiques tout à fait différentes de celles de l'ancien gouvernement conservateur, qui ont provoqué au Canada la période de croissance lente la plus longue de tout l'après-guerre. Malheureusement, le chef conservateur a été aussi vague que le chef du NPD quant aux politiques effectivement préconisées par son parti. Il a répété, par exemple, qu'un gouvernement conservateur sous sa direction aurait laissé l'économie fonctionner à pleins gaz, bien qu'elle ait été de toute évidence dangereusement survoltée par les pressions grandissantes de l'inflation, argument bien différent de celui qu'a présenté cet après-midi le critique financier du parti conservateur.

Bien sûr, une telle politique est diamétralement opposée à la méthode préconisée ces derniers mois par l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Fonds monétaire international, qui ont tous deux insisté sur la nécessité primordiale de modérer la croissance économique pour freiner les pressions inflationnistes. Le chef du parti conservateur lui-même a à maintes reprises reconnu la menace sérieuse que pose à l'économie la hausse rapide des coûts et des prix, mais il a prétendu aussi maintes fois que pour faire disparaître le problème, il suffisait d'inviter tous les secteurs de l'économie à s'imposer volontairement des restrictions.

Il n'est pas douteux que de pareilles restrictions contribueraient largement au maintien d'une stabilité raisonnable des prix et des coûts, et c'est la ligne de conduite que, pendant des mois, le gouvernement a pressé tous les secteurs de l'économie de suivre. Dans un avenir lointain, peut-être aurons-nous cultivé, parmi les divers secteurs de notre économie, un sens suffisamment éclairé de l'intérêt individuel pour que se réalise, par les seules initiatives volontaires, l'équilibre de l'économie nécessaire au maintien d'une croissance perpétuellement stable.

Mais, monsieur l'Orateur, il faudrait vivre comme Alice dans quelque pays des merveilles pour juger qu'il est possible aujourd'hui de remédier à l'inflation par un simple appel aux restrictions volontaires.

Comme le chef du parti conservateur le sait, les dirigeants du monde des affaires ont consenti l'an dernier à observer volontairement les principes directeurs restrictifs que proposait la Commission des prix et des revenus, mais ils ont refusé de prolonger l'accord jusqu'en 1971, comme la Commission les y engageait.

Le chef du parti conservateur sait aussi que les représentants des syndicats ouvriers ont catégoriquement refusé de participer au programme que recommandait la Commission des prix et des revenus. Dans le passé, il a laissé entendre qu'il serait facile d'obtenir la collaboration des syndicats ouvriers, mais il n'a jamais expliqué comment. Dans son discours de la semaine dernière, il a rappelé à la Chambre sa propre rencontre, au début du mois, avec les chefs syndicalistes. Il nous a informés qu'il leur avait laissé entendre, comme il l'a dit, «qu'il est de la plus haute importance pour le monde ouvrier que nous consentions à des restrictions volontaires fondées sur la consultation et la collaboration». Hélas, le chef du parti conservateur ne nous a pas rapporté quelle a été la

réaction des représentants syndicalistes avec lesquels il s'est entretenu, mais je pense qu'on peut conclure assez justement de son silence sur ce point que leur réaction n'a pas été d'un enthousiasme débordant.

J'ai remarqué que la méthode préconisée par le leader conservateur au nom de son parti consistait fondamentalement à faire tourner notre économie constamment à plein rendement, tout en comptant uniquement sur les restrictions volontaires pour éviter l'apparition de pressions inflationnistes. Ainsi que le chef de l'opposition officielle l'a admis, jamais ce genre de politique n'a été essayée au Canada et je ne connais non plus aucun pays au monde où elle l'ait été ou ait même été préconisée par une autorité digne de ce nom.

Mais cette théorie représente-t-elle vraiment la politique du parti conservateur? Il y a juste un peu plus d'un an, l'auteur de cette motion, qui est également le critique financier de son parti, condamnait le gouvernement pour avoir proposé une augmentation des dépenses fédérales de 900 millions de dollars au cours de l'année financière afin de stimuler et de remettre notre économie sur la voie d'une forte mais stable croissance. Et maintenant, avec toute l'autorité de ceux qui jugent après coup, les conservateurs nous reprochent de ne pas avoir agi assez tôt ni assez énergiquement pour provoquer la reprise d'une croissance économique saine.

Que disaient-ils il y a un an? Ils se plaignaient de ce que nous perdions le contrôle des dépenses et que nous propositions des augmentations d'impôts. Le critique financier du parti conservateur déclarait: «Si nous voulions contrôler les dépenses, si nous voulions vraiment combattre l'inflation à l'aide de mesures fiscales, nous lèverions des impôts pour juguler l'inflation et non pas simplement pour acquitter les factures du gouvernement.» Dans sa motion d'aujourd'hui, le critique financier du parti conservateur reproche au gouvernement de ne pas être parvenu à juguler l'inflation à l'aide de ses politiques économiques, d'avoir accentué les disparités régionales et d'avoir fait un échec du développement régional. Dans un monde irréel où le blanc est noir et le noir est blanc, cette critique pourrait être compréhensible, mais dans le monde réel où nous vivons, elle est sans aucun fondement.

Si cela n'est pas évident aux députés d'en face, il est au moins indiscutable pour la grande majorité des Canadiens que nous avons progressé davantage que, virtuellement, tout autre pays occidental dans notre lutte contre l'inflation, et certainement beaucoup plus que nos voisins du Sud. Le gouvernement actuel a lancé le programme le plus vaste et le plus concerté de développement régional et de réduction des disparités régionales jamais entrepris au Canada. Par ailleurs, les répercussions des politiques fiscales expansionnistes que nous avons adoptées progressivement depuis le début du printemps dernier visaient directement à aider les personnes et les régions les plus touchées par la croissance lente, stimulant ainsi une croissance accélérée de l'ensemble de notre économie.

• (3.40 p.m.)

Le chef de l'opposition s'est élevé contre ces politiques bien que, pendant des années, il ait été premier ministre d'une province faisant partie d'une des régions canadien-